

REMARQUES CONCERNANT LA NECESSITE DE LA PROMULGATION DE LA LOI ECCLESIASTIQUE*

1. De la nécessité de la promulgation

Maître Gratien déclare à propos des lois ecclésiastiques dans son *dictum* lié au D. 4, c. 3: «*Leges instituuntur, cum promulgantur, firmanur, cum moribus utentium approbantur. Sic enim moribus utentium in contrarium nonnullae leges hodie abrogatae sunt, ita moribus utentium ipse leges confirmantur*»¹. La création et la promulgation de la loi sont donc des éléments essentiels de la nouvelle norme législative. La définition traditionnelle de la “*promulgatio*” parle d’un acte solennel et authentique qui introduit la nouvelle norme législative parmi ceux qui ont l’obligation de la suivre². La promulgation d’une loi est donc une proclamation officielle et digne de foi, un acte qui fait connaître la nouvelle norme reflétant la volonté de l’administration concernée à ceux qui doi-

* La recherche a été supportée par Országos Tudományos Kutatási Alapprogramok [= OTKA] K 73574.

¹ AE. FRIEDBERG (ed.), *Corpus iuris canonici*, I, Lipsiae 1879, 6.

² F.X. WERNZ, *Ius decretalium ad usum praelectionum in scholis textus canonici sive iuris decretalium*, I, Prati 1913, 119-122; M. CONTE A CORONATA, *Institutiones iuris canonici ad usum utriusque cleri et scholarum*, I, Roma 1950⁴, 18.

vent l'appliquer³. Il est à noter que la différence exacte entre "*promulgatio*" et "*publicatio*" n'apparaît que tardivement dans le droit canonique. On connaît les débats de philosophie de droit concernant la nécessité de la promulgation et de sa mesure suffisante. La littérature spécialisée en droit canonique a surtout analysé les avis de Saint Thomas d'Aquin⁴ et de Francisco Suarez⁵. Selon ceux-ci – et malgré les critiques à l'encontre de la position de Gratien – la conviction unanime des juristes canoniques est que la "*promulgatio*" est une condition extérieure essentielle, *sine qua non* de la naissance de la loi⁶. Dans l'histoire de l'Eglise, la publication du texte de la loi s'est réalisée en maintes formes institutionnelles différentes. Elle a pu être faite par le pape ou un concile, mais des règles territoriales de niveau inférieur ont pu naître aux diffé-

³ V. VAN HOVE, *De legibus ecclesiasticis*, Commentarium Lovaniense in Codicem Iuris Canonici I/2, Roma 1930, 112.

⁴ «[...] Cum lex per modum regulae, quae iis quibus imponitur applicari debet, constituatur; eam, ut obligandi vim habeat, promulgari, et ad eorum qui legi subiiciuntur, notitiam deduci, oportet. [...] lex imponitur aliis per modum regulae et mensurae; regula autem et mensura imponitur per hoc quod applicatur his quae regulantur et mensurantur: unde ad hoc quod lex virtutem obligandi obtineat, quod est proprium legis, oportet quod applicetur hominibus, qui secundum eam regulari debent; talis autem applicatio fit per hoc, quod in notitiam eorum deducitur ex ipsa promulgatione; unde promulgatio ipsa necessaria est ad hoc quod lex habeat suam virtutem [...]». I-II, q. 90, art. 4, in S. THOMAE AQUINATIS, *Summa theologiae*, II, Taurini – Romae 1942, 516.

⁵ F. SUAREZ, *De leg.* I c. 10 n. 1-2, 16-17; I c. 11 n. 1, 3; III c. 16 n. 3-4.

⁶ F.X. WERNZ, *Ius decretalium* (cf. nt. 2), 117-118; F. CAPPELLO, *Summa iuris publici ecclesiastici*, I, Romae 1928, n. 62.

rents étages de la hiérarchie: par les évêques, les archevêques ou le primat, soit par promulgation personnelle dans la cathédrale, soit par décision du concile.

2. Les formes de promulgation avant la codification

Dans l'Eglise primitive, il n'existait pas encore de forme de promulgation fixée et obligatoire. Le pape a fait passer ses mesures avant tout par ses légats aux évêques concernés qui les ont promulguées et les faisaient appliquer dans leur diocèse⁷. Cette façon de faire est très bien illustrée par la lettre du pape Siricius I^{er} (384-399), datée du 10 février 385. Bien plus tard, l'efficacité des réformes des temps grégoriens était justement due en grande partie à la diffusion rapide des décrets des conciles tenus à Rome sous la présidence du pape. Pour ce faire, le pape a utilisé le synode de légat: des synodes territoriaux tenus en présence du légat du pape ont directement transplanté les décisions judiciaires ecclésiastiques sur le territoire des diocèses concernés⁸.

⁷ G. MICHIELS, *Normae generales juris canonici. Commentarius libri I Codicis juris canonici*, Parisiis – Tornaci – Romae 1949, 279.

⁸ P. ERDŐ, «Az egyházmegyei zsinat intézménye a történelemben», in P. ERDŐ, *Egyházjog a középkori Magyarországon*, Budapest 2001, 19-24, esp. 20. SZ.A. SZUROMI, «Les Synodes d'Esztergom et les collectiones canonique en Hongrie au XII^e siècle», in SZ.A. SZUROMI (ed.), *Medieval Canonical Sources and Collections up to the Decretum Gratiani*, Bibliotheca Instituti Postgradualis Iuris Canonici Universitatis Catholicae de Petro Pázmány nominatae III/8, Budapest 2006, 32-46.

Le pape Innocent III (1198-1216), dans une de ses lettres, datée de 1200⁹, a exprimé la nécessité d'un acte solennel, même sous forme de lettre, qui rende possible l'étude de la nouvelle norme de façon satisfaisante¹⁰. On doit ajouter que dans l'histoire des conciles oecuméniques, la première publication par le pape des décisions du concile a eu lieu à la clôture de la 3^e session du concile Latran IV, le 30 novembre 1215, par le pape Innocent III justement¹¹. A partir du XIII^e siècle, c'étaient les universités qui jouaient un rôle important tant dans l'universalité de la proclamation que dans la facilitation de la réception et de l'application des décisions prises. Nous savons que le *Decretum Gratiani* a eu, très tôt après sa rédaction (vers 1140), la primauté dans la formation de droit canonique de l'université de Bologne et bien d'autres. Son texte a été commenté lors de la formation de la même façon que le *Digesta* de Justinien, bien que le recueil n'ait jamais été proclamé. Ce texte a été enrichi en 1191, par l'introduction à l'université de la *Compilatio prima* qui reprenait les nouveaux décrets papaux¹². Les 70 (71) décrets du concile Latran IV

⁹ A. POTTHAST (ed.), *Regesta Pontificum Romanorum inde ab a. post Christum natum MCXCVIII ad a. MCCCIV*, I-II, Berlin 1875 (repr. Graz 1957), no. 1043.

¹⁰ X. 1, 5, 1, in AE. FRIEDBERG (ed.), *Corpus iuris canonici* (cf. nt. 1), II, 41-43.

¹¹ SZ.A. SZUROMI, «The Constitutions of the Fourth Lateran Council (1215) according to its Theological, Canonical and Historical Aspects», *Rivista Internazionale di diritto comune* 15 (2004) 185-199.

¹² P. ERDŐ, *Die Quellen des Kirchenrechts. Eine geschichtliche Einführung*, Adnotationes in ius canonicum 23, Frankfurt am Main 2002, 116-117.

ont été, dès leur proclamation par le pape, intégrés à la formation universitaire comme nouveau recueil, sous le titre de *Constitutiones concilii Lateranensis IV*¹³. Peu après, en 1216, le canoniste bolognais *Johannes Teutonicus* a rassemblé un nouveau recueil de décrets à partir des lettres d'Innocent III précédant le concile et des décisions de celui-ci. Cette collection appelée *Compilatio quarta*, dont l'auteur a préparé les explications copiées sous forme de *glossa ordinaria*, également pris sa place dans la formation universitaire¹⁴. L'augmentation importante du volume de décrets a incité le pape Grégoire IX (1227-1241) à inviter (*Saint*) *Raymond de Peñafort*, éminent savant de droit canonique de son époque, à assembler un nouveau recueil de décrets, faits à partir des cinq compilations précédentes¹⁵. Le nouveau recueil (*Liber extra*), proclamé par le pape le 5 septembre 1235, donc authentique, a été probablement envoyé à l'université de Bologne et de Paris. Ce premier recueil proclamé par le pape a été suivi de deux autres, *Liber sextus* (1298) et *Clementinae* (1317), respectivement par la décision de Boniface VIII (1294-1303)¹⁶ et de

¹³ A. GARCÍA Y GARCÍA, *Constitutiones Concilii quarti Lateranensis una cum Commentariis glossatorum*, Monumenta iuris canonici A/2, Città del Vaticano 1981; Vö. A. GARCÍA Y GARCÍA, *The Fourth Lateran Council and the Canonists*, Washington 1996, 8-12.

¹⁴ P. ERDÖ, *Die Quellen des Kirchenrechts* (cf. nt. 12), 119. P. ERDÖ, *Storia della scienza del diritto canonico. Una introduzione*, Roma 1999, 64; 68.

¹⁵ S. KUTTNER, «Raymund of Peñafort as Editor: The *Decretales* and *Constitutiones* of Gregory IX», *Bulletin of Medieval Canon Law* 12 (1982) 65-86.

¹⁶ BONIFACIUS VIII, *Sacrosanctae*, 3 Mart. 1298, in AE. FRIEDBERG (ed.), *Corpus iuris canonici* (cf. nt. 1), II, 934-935.

Jean XXII¹⁷. A partir du XIII^e siècle, il devient habituel de donner à lire les nouvelles lois, décisions et décrets papaux dans les basiliques de Rome, du Vatican et de Latran. Le premier exemple de cette pratique est la lettre du pape Martin IV (1281-1285) adressée à l'empereur byzantin Michel Paleologos et datée du 18 novembre 1281¹⁸. Cela est complété par les publications des congrégations dans les actes de chaque congrégation.

On doit parler séparément de la promulgation du décret commençant par *Tametsi* du Concile de Trente (1545-1563). Comme ce décret concernait le sacrement du mariage dans ses points essentiels, il a dû être lu dans chaque paroisse¹⁹. De même pour un autre

¹⁷ IOANNES XXII, *Quoniam nulla iuris sanctio*, Nov. 1317; AE. FRIEDBERG (ed.), *Corpus iuris canonici* (cf. nt. 1), II, 1130-1131.

¹⁸ «[...] ut autem huiusmodi noster processus ad communem omnium notitiam deducatur, chartas sive membranas processum continentes eundem, in maioris Urbevitanæ Ecclesiæ appendi vel affigi ostiis seu superliminaribus faciemus, quæ processum ipsum quasi sonoro praeconio et patulo indicio publicabunt; ita quod idem Palaeologus et alii contra quos processus ipse contigit, nullam possint postmodum excusationem prætere, quod ad eos talis processus non pervenerit, vel quod ignoraverint eundem; cum non sit verosimile remanere quod ipsos incognitum vel occultum, quod tam patenter omnibus publicatur». *Bullarum diplomatum et privilegiorum Sanctorum Romanorum Pontificum collectio*, ed. F. GAUDE, I-XXIV+App., Augustæ Taurinorum 1857-1867, III/2, 30.

¹⁹ CONC. TRIDENTINUM (1545-1563), Sessio XXIV (11 nov. 1563), Canones super reformatione circa matrimonium, Cap. I: «[...] Postremo sancta synodus coniuges hortatur, ut, antequam contrahant, vel saltem triduo ante matrimonii consummationem, sua peccata diligenter confiteantur et ad sanctissimum eucharistiæ sacramentum pie accedant. Si quæ provinciae aliis, ultra

décret concernant le droit du mariage, plus exactement son enregistrement dans les registres, le décret *Ne Temere* du 2 août 1907: chaque évêque était obligé de le promulguer²⁰.

Le XIX^e siècle a apporté des changements essentiels dans la méthode de promulgation des décrets. A partir de 1870, le Saint Siège utilise majoritairement les *Acta Sanctae Sedis* [= *ASS*] (Rome 1865ff) pour promulguer. Mais que ce soit les actes *ASS*, ou bien d'autres, comme *Analecta Iuris Pontificii* (Rome 1852ff), *Analecta ecclesiastica* (Rome 1893ff), ou *Acta Pontificia* (Rome 1903ff), ils servent essentiellement à faire connaître et diffuser le texte des décrets, plutôt qu'ils ne constituent leur acte constitutif²¹. C'est

praedictas, laudabilibus consuetudinibus et caeremoniis hac un re utuntur, eas omnino retineri sancta synodus vehementer optat. Ne vero haec tam salubria praecepta quemquam lateant, ordinariis omnibus praecipit, ut, cum primum potuerint, curent hoc decretum populo publicari ac explicari in singulis suarum dioecesium parochialibus ecclesiis, idque in primo anno quam saepissime fiat, deinde vero quoties expedire viderint. Decernit insuper, ut huiusmodi decretum in unaquaque parochia suum robur post triginta dies habere incipiat, a die primae publicationis in eadem parochia factae numerandos». *Conciliorum Oecumenicorum Decreta*, Bologna 1991, 756-757.

²⁰ «[...] Praesens decretum legitime publicatum et promulgatum habeatur per eius transmissionem ad locorum Ordinarios: et quae in eo disposita sunt ubique vim legis habere incipiant a die solemnī Paschae Resurrectionis D.N.I.C. proximi anni 1908. – Interim vero omnes locorum Ordinarii curent hoc decretum quamprimum in vulgīs edi, et in singulis suarum dioecesium parochialibus ecclesiis explicari, ut ab omnibus rite cognoscatur». *Pii X Pontificis Maximi Acta*, IV, Romae 1914, 40-46, esp. 46.

²¹ G. MICHIELS, *Normae generales juris canonici* (cf. nt. 7), 282.

le pape Pie X (1903-1914) qui règle cette situation lorsqu'il déclare lors d'une audience (le 23 mai 1904) que la promulgation authentique et officielle se fera dans les actes du Saint Siège²², puis lorsqu'il fixe les règles de proclamation des lois de l'Eglise dans sa constitution *Promulgandi* du 29 septembre 1908²³. Donc à partir de 1909, toutes les constitutions, tous les décrets et articles de loi, ainsi que les articles de loi édités par les congrégations et les administrations sont promulgués dans le bulletin officiel *Acta Apostolicae Sedis* [= *AAS*].

3. La codification du mode de promulgation en 1917

Sous les règnes de Pie X et de Benoît XV (1914-1922) a eu lieu la codification du droit canonique, dont le résultat, *Codex iuris canonici* [= CIC 1917] a été promulgué par Benoît XV dans sa constitution apostolique *Providentissima Mater Ecclesiae* du 27 mai 1917. Le CIC 1917 a paru comme la II^e partie des *Acta Apostolicae Sedis* 9 (1917), avec au début l'acte de promulgation²⁴, puis la formule de profession de foi, comme dans *Liber extra*²⁵.

Le CIC 1917 a réglé la question de la promulgation dans son canon 9. Ainsi, le Saint Siège publie et édite officiellement les lois dans les *Acta Apostolicae Sedis commentarium officiale*, sauf pour les cas extraordinaires lorsqu'il procède d'une autre manière pour la

²² ASS 37 (1904-1905) 4.

²³ Cf. Appendix.

²⁴ AAS 9 (1917) II, 5-8.

²⁵ AAS 9 (1917) II, 9-10.

promulgation²⁶. La date de la promulgation n'est pas celle figurant à la fin du texte de loi, mais le jour où elle a été publiée dans les *Acta*²⁷. Pour les niveaux de législation inférieurs, ce sont les paragraphes CIC 1917 can. 335 §2 et le can. 362, enfin le can. 291 §2 et le can. 304 §2 qui valent. Selon ceux-ci, s'il s'agit d'un concile plénier ou régional, les décrets du concile doivent être envoyés à la *S. Congregatio de Propaganda Fide* pour examen, avant d'être promulgués²⁸. Le législateur prévoit aussi la promulgation des décrets de synodes diocésains²⁹. Cette institution ne pos-

²⁶ CIC 1917, can. 9: «Leges ab Apostolica Sede latae promulgantur per editionem in *Actorum Apostolicae Sedis commentario officiali*, nisi in casibus particularibus alius promulgandi modus fuerit praescriptus; et vim suam exerunt tantum expletis tribus mensibus a die qui Actorum numero appositus est, nisi ex natura rei illico ligent aut in ipsa lege brevior vel longior vacatio specialiter et expresse fuerit statuta». Cf. CIC 1917, can. 34 §3, 3°: «Si terminus a quo non coincidat cum initio diei, ex. gr., *decimus quartus aetatis annus, annus novitiatus, octiduum a vacatione sedis episcopalis, decendium ad appellandum*, etc., primus dies ne computetur et tempus finiatur expleto ultimo die eiusdem numeri».

²⁷ M. CONTE A CORONATA, *Institutiones iuris canonici* (cf. nt. 2), 20.

²⁸ Cf. CIC 1917, can. 304 §2: «Pariter quae de Conciliis plenariis et provincialibus can. 281-291 praescribuntur, applicari debent, congrua congruis referendo, Conciliis plenariis vel regionalibus et provincialibus in regionibus Sacrae Congregationi de Prop. Fide subiectis; quae de Synodo dioecessana can. 356-362, Synodo vicariatus apostolici; sed nullam est praefinitum tempus pro Concilii provincialis et Synodi celebratione, et canones Conciliorum, antequam promulgentur, recognosci debent a Sacra Congregatione de Prop. Fide».

²⁹ CIC 1917, can. 291 §2: «Decreta Concilii plenarii et provincialis promulgata obligant in suo cuiusque territorio universo, nec Ordinarii locorum ab iisdem dispensare possunt, nisi in casibus particularibus et iusta de causa».

sède pas une autorité supérieure à l'évêque³⁰. Ses décisions ne sont donc pas valides sans l'approbation et la promulgation de celui-ci, qui est le seul dans le synode à détenir le pouvoir législatif. Tous les autres membres de droit ou invités n'ont qu'un pouvoir de conseil³¹. Les décrets de synodes approuvés et promulgués doivent être appliqués par tous les chrétiens appartenant au diocèse.

4. La question de la promulgation dans le nouveau *Codex iuris canonici*

Le nouveau *Codex iuris canonici* [= CIC] promulgué le 25 janvier 1983 ne définit pas la notion de loi³². Par contre il déclare dans le canon 7 qu'une loi de l'Eglise naît par promulgation³³. Dans les schéma de

³⁰ «Synodus dioecesanus non habet maiorem competentia quam episcopus solus, cum solus episcopus sit iudex et legislator in illa, alii autem praesentes non habeant nisi votum consultivum. Propter hanc rationem etiam solus episcopus subscribit et confirmat Statuta synodalia, que proinde vim propriae legis non videntur habere, nisi episcopus hoc expresse dicat; obligant tamen omnes fideles in dioecesi habitantes». D.M. PRÜMER, *Manuale iuris canonici*, Friburgi Brisgoviae 1922³, 37.

³¹ Cf. CIC 1917, can. 362: «Unicus est in Synodo legislator Episcopus, ceteris votum tantum consultivum habentibus; unus ipse subscribit synodalibus constitutionibus; quae, si in Synodo promulgentur, eo ipso obligare incipiunt, nisi aliud expresse caveatur».

³² Cf. P. ERDŐ, *Egyházjog*, Szent István kézikönyvek 7, Budapest 2005⁴, 91-92; *Il diritto nel mistero della Chiesa*, Quaderni di Apollinaris 5, I, Roma 1995, 269-274.

³³ CIC, can. 7: «Lex instituitur cum promulgatio». Cf. P.V. PINTO (ed.), *Commento al Codice di Diritto Canonico*, Corpus Iuris Canonici I, Città de Vaticano 2001², 5-7.

1980 et de 1982 du canon ajoutait encore que cette promulgation est faite par l'administration compétente ayant le pouvoir législatif³⁴. Le canon 7 montre d'une façon évidente que dans le droit canonique l'acte de promulgation est un éléments extérieur essentiel à la loi, une partir constitutive de la naissance de celle-ci³⁵. Le canon 8 – reprenant le canon 9 du CIC 1917 – nomme les *Acta Apostolicae Sedis* comme bulletin officiel de la publication des lois canoniques universelles, mais garde la possibilité d'une promulgation autre part aussi. La date de promulgation de la loi est donc celle figurant sur le volume des *AAS* où elle a été publiée. Le canon 8 fixe aussi le temps de vacance de la loi³⁶. Quant à la promulgation des lois partielles, le législateur n'a pas retenu de formule universellement obligatoire, mais a fixé que celles-ci sont promulguées par le mode retenu par l'administration compétente³⁷. Tels

³⁴ PONTIFICIA COMMISSIO CODICIS IURIS CANONICI RECOGNOSCENTO, *Schema Codicis Iuris Canonici* (1980); *Codex Iuris Canonici Schema Novissimum* (1982). Cf. J.P. BEAL – J.A. CORIDEN – T.J. GREEN (ed.), *New Commentary on the Code of Canon Law*, New York – Mahwah 2000, 56-59.

³⁵ P. PELLEGRINO, «La promulgazione quale struttura esterna della legge nell'ordinamento canonico», *Il Diritto Ecclesiastico* 104 (1983) 147-205.

³⁶ CIC, can. 8 §1: «Leges ecclesiasticae universales promulgantur per editionem in Actorum Apostolicae Sedis commentario officiali, nisi in casibus particularibus alius promulgandi modus fuerit praescriptus, et vim suam exserunt tantum expletis tribus mensibus a die qui Actorum numero appositus est, nisi ex natura rei illico ligent aut in ipsa lege brevior aut longior vacatio specialiter et expresse fuerit statuta».

³⁷ CIC, can. 8 §2: «Leges particulares promulgantur modo a legislatore determinato et obligare incipiunt post mensem a die promulgationis, nisi alius terminus in ipsa lege statuatur».

sont les lois épiscopales, les lois des conciles partiels (pléniers ou régionaux)³⁸, ainsi que les lois édictées par la conférence des évêques. Ainsi en Hongrie par exemple, la promulgation des décrets et lois épiscopales se fait dans le circulaire diocésain³⁹. Ici, nous devons parler de la question de la promulgation des lois épiscopales nées lors de synodes diocésains. Comme nous l'avons dit plus haut et selon le canon 446 du Code en vigueur⁴⁰, lors de synodes diocésains, l'évêque du diocèse est le seul à détenir le pouvoir législatif, ainsi ses décisions demandent l'approbation et la promulgation de l'évêque⁴¹. Cette dernière se réalise le plus souvent par la publication dans un volume du synode. Contrairement aux synodes diocésains, les conciles partiels ont le pouvoir législatif dont les actes doivent être, après clôture de celui-ci, être envoyé au Saint Siège avant promulgation⁴². C'est le §2 du canon 455 qui règle la

³⁸ Cf. P. ERDŐ, «La partecipazione sinodale al governo della Chiesa. Problemi circa organi sinodali con potere di governo», in J.I. ARRIETA – G.P. MILANO (ed.), *Metodo, fonti e soggetti del diritto canonico*, Città del Vaticano 1999, 728-733.

³⁹ Cf. P. ERDŐ, *Egyházjog* (cf. nt. 32), 93.

⁴⁰ CIC, can. 466: «Unus in synodo dioeciesana legislator est Episcopus dioecianus, aliis synodi sodalibus voto tantummodo consultivo gaudentibus; unus ipse synodalibus declarationibus et decretis subscribit, quae eius auctoritate tantum publici iuris fieri possunt».

⁴¹ Cf. F. COCCOPALMERIO, «La natura della consultività ecclesiale», in M. RIVELLA (ed.), *Partecipazione e corresponsabilità nella Chiesa*, Milano 2000, 23-31.

⁴² CIC, can. 446: «Absolutio concilio particulari, praeses curet ut omnia acta concilii ad Apostolicam Sedem transmittantur; decreta a concilio edicta ne promulgentur, nisi postquam ab Apostolica Sede recognita fuerint; ipsius concilii est definire modum promulgationis decretorum et tempus quo decreta promulgata obligare incipiant». Cf. W. AYMANS – K. MÖRS DORF, *Ka-*

promulgation des décrets des conférences épiscopales⁴³. Selon ce texte, les décisions prises en séance plénière, avec l'approbation d'au moins deux tiers des membres ayant droit de vote, respectant les conditions mentionnées dans le §1 du canon 455⁴⁴, doivent être envoyés au Saint Siège pour examen avant promulgation⁴⁵. Le mode de promulgation est décidé par la conférence épiscopale compétente⁴⁶, en général sous forme de circulaire des évêques réunis, mais il peut exister d'autres formes de publication. La Conférence des Evêques d'Italie publie ses prises de position et ses décisions par le biais du *Notiziario della Conferenza Episcopale Italiana*⁴⁷.

SZ. ANZELM SZUROMI, O.PRAEM.

nonisches Recht. Lehrbuch aufgrund des Codex Iuris Canonici, Paderborn – München 1991, 158.

⁴³ D. MURRAY, «The Legislative Authority of the Episcopal Conference», *Studia Canonica* 20 (1986) 33-47.

⁴⁴ CIC, can. 455 §1: «Episcoporum conferentia decreta generalia ferre tantummodo potest in causis, in quibus ius universale id praescripserit aut peculiare Apostolicae Sedis mandatum sive motu proprio sive ad petitionem ipsius conferentiae id statuerit». Cf. PONTIFICIA COMMISSIO CODICI IURIS CANONICI AUTHENTICE INTERPRETANDO, Resp. I, 14 maii 1985, *AAS* 77 (1985) 771.

⁴⁵ CIC, can. 455 §2: «Decreta de quibus in §1, ut valide ferantur in plenario conventu, per duas saltem ex tribus partibus suffragiorum Praesulum, qui voto deliberativo fruenter ad conferentiam pertinent, proferri debent, atque vim obligandi non obtinent, nisi ab Apostolica Sede recognita, legitime promulgata fuerint».

⁴⁶ CIC, can. 455 §3: «Modus promulgationis et tempus a quo decreta vim suam exserunt, ab ipsa Episcoporum conferentia determinantur». Cf. J. LISTL – H. SCHMITZ (ed.), *Handbuch des katholischen Kirchenrechts*, Regensburg 1999, 404.

⁴⁷ *Codice di Diritto Canonico commentato*, ed. Redazione di Quaderni di diritto ecclesiale, Milano 2004², 103.

Appendix

Constituto Apostolica *De promulgatione legum et evulgatione actorum S. Sedis*⁴⁸

Pius Episcopus
Servus Servorum Dei
ad perpetuam rei memoriam

Promulgandi pontificias Constitutiones ac leges non idem semper decursu temporis in Ecclesia catholica fuit modus; a pluribus tamen saeculis consuetudo invaluit, ut earum exemplaria publice proponerentur frequentioribus quibusdam Urbis affixa locis, praesertim ad Vaticanae ac Lateranensis Basilicae valvas. Quae autem Romae, tamquam in christianae reipublicae centro et communi patria fidelium, promulgarentur, ea ubique gentium promulgata censebantur, vimque legis plenissimam obtinebant. Verum, quum promulgandae legis ratio et modus a legislatoris voluntate pendeat, cui integrum est constitutas innovare ac moderari formas, aliasque pro temporum ac locorum opportunitate sufficere; idcirco factum est, ut, vel anteactis temporibus, non omnes Apostolicae Sedis leges ac Constitutiones, memorata forma, hoc est consuetis Urbis affixae locis promulgarentur. Recentius, sacram praesertim Congregationum opera, quibus Romani Pontifices, ad leges iam latas declarandas aut ad novas constituendas, utebantur, id fere in consuetudinem venit, ut acta Sanctae Sedis eiusque decreta, in Officio a secretis a quo edita essent legitima auctori-

⁴⁸ *Pii X Pontificis Maximi Acta*, IV, Romae 1914, 143-145.

tate vulgata, hoc ipso promulgata haberentur. Publici sic iuris effecta, dubitari quidem nequit, quin acta ipsa rata firmaque essent, tum quod plerumque munita clausulis, contrariis quibusvis derogantibus, tum quod id genus promulgatio esset vel expresse vel tacite approbata a Pontifice Maximo. Huic tamen promulgandi rationi etsi plena vis esset, solemmnitas illa deerat, quam par est supremæ auctoritatis actis accedere. Ea de causa complures Episcopi, non modo a Nobis, sed a Nostris etiam Decessoribus, quum saepe alias, tum novissime in postulatis circa Ius canonicum in codicem redigendum, flagitarunt, ut a suprema Ecclesiae auctoritate Commentarium proponeretur, in quo novae promulgarentur ecclesiasticae leges, et Apostolicae Sedis acta vulgarentur.

Re igitur mature perpensa, adhibisque in consilium aliquot S.R.E. Cardinalibus, Antistitum, quos diximus, excipienda vota rati, auctoritate Nostra Apostolica, harum Litterarum vi, edicimus, ut, ineunte proximo anno MDCCCXCIX, Commentarium officiale de Apostolicae Sedis actis edatur Vaticanis typis. Volumus autem Constitutiones pontificias, leges, decreta, aliaque tum Romanorum Pontificum tum sacrarum Congregationum et Officiorum scita, in eo Commentario de mandato Praelati a secretis, aut maioris administri eius Congregationis vel Officii, a quo illa dimanent, inserta et in vulgus edita, hac una, eaque unica, ratione legitime promulgata haberi, quoties promulgatione sit opus, nec aliter fuerit a Sancta Sede provisum. Volumus praeterea in idem Commentarium cetera Sanctae Sedis acta referri, quae ad communem cognitionem videantur utilia, quantum certe ipsorum natura sinat: eique rei perficiendae sacrarum Congregationum, Tribunalium et aliorum Officiorum moderatores opportune consulere.

Haec edicimus, declaramus, sancimus, decernentes has Litteras Nostras firmas, validas et efficaces semper esse ac fore, suosque plenarios et integros effectus sortiri atque obtinere, contrariis quibusvis non obstantibus.

Datum Romae apud S. Petrum, anno Incarnationis Dominicae millesimo nongentesimo octavo, III Kalendas Octobres, Pontificatus Nostri sexto.